Benjamin Mkapa appelé à la rescousse dans la médiation qui s’enlise au Burundi

PANA, 03 mars 2016 Un ancien prÃ©sident tanzanien dÃ©signÃ© pour booster la mÃ©diation dans la crise burundaise
Bujumbura, Burundi - Lâ€™ancien prÃ©sident tanzanien, Benjamin Mkapa (photo, Ã g), a Ã©tÃ© dÃ©signÃ© par le 17Ã¨me s
extraordinaire des chefs dâ€™Etat et de gouvernement de la CommunautÃ© de lâ€™Afrique de Est/East african community
(Cae/Eac) pour Ã©pauler le prÃ©sident ougandais, Yoweri Museveni (photo, Ã d), dont la mÃ©diation ne faisait que sâ€™enlis
depuis bientÃ´t une annÃ©e de grave crise de lÃ©gitimitÃ© politique au Burundi, apprend-on du communiquÃ© final de la
rencontre de mercredi Ã Arusha, en Tanzanie.
Benjamin William Mkapa, nÃ© en 1938, a Ã©tÃ© le prÃ©sident de la RÃ©publique unie de Tanzanie, voisine du Burundi, de
1995 Ã 2005. Câ€™est sous son mandat Ã la tÃªte de la Tanzanie quâ€™a Ã©tÃ© nÃ©gociÃ©, puis signÃ© lâ€™accord inte
2000, Ã Arusha, sur la paix et la rÃ©conciliation nationale ayant mis fin Ã une guerre civile lourde de plus de 300.000 tuÃ©s.
Les anciens prÃ©sidents sud-africain, Nelson Mandela, et tanzanien, Mwalimu Julius Nyerere, avaient pesÃ© de tous leurs
poids et prestiges pour arracher lâ€™Accord dâ€™Arusha aux acteurs politiques burundais dâ€™alors. Le gros du million de
rÃ©fugiÃ©s burundais de cette mÃªme guerre a Ã©chouÃ© sur le sol de la Tanzanie qui hÃ©berge Ã nouveau plus de 120.000
rÃ©fugiÃ©s de la nouvelle crise au Burundi. Un crash militaire annoncÃ© entre le Rwanda et lâ€™Ouganda voisins a Ã©tÃ© e
Ã©vitÃ© de justesse, en 2000, grÃ¢ce aux bons offices de lâ€™homme dâ€™Etat tanzanien. La nouvelle crise politique au Bu
Ã©tait partie, fin avril dernier, dâ€™un conflit Ã©lectoral centrÃ© sur un troisiÃ¨me mandat du PrÃ©sident Nkurunziza Ã la tÃªt
pays, jugÃ© contraire Ã la constitution et lâ€™Accord dâ€™Arusha, dans les milieux de lâ€™opposition, des organisations de
civile et jusque dans le camp du pouvoir. Les Nations unies estiment Ã au moins 400 tuÃ©s et autour de 250.000 autres
rÃ©fugiÃ©s burundais depuis le dÃ©but de la crise. Un premier round des pourparlers inter burundais de paix devait avoir
lieu le 5 janvier dernier, Ã nouveau Ã Arusha, avant dâ€™Ã©chouer sur les prÃ©-conditions du pouvoir burundais de sâ€™ac
dâ€™abord avec la mÃ©diation sur la liste des participants. Le pouvoir campe toujours sur sa position de ne pas sâ€™asseoir
mÃªme table des nÃ©gociations avec lâ€™opposition Â« radicale Â», accusÃ©e dâ€™avoir soulevÃ© la population jusque da
contre le troisiÃ¨me mandat controversÃ© de lâ€™actuel chef de lâ€™Etat burundais, Pierre Nkurunziza, et de sâ€™Ãªtre enco
complice de la tentative de putsch manquÃ© de mai dernier. Au-delÃ des initiatives sous-rÃ©gionales, on assiste aussi Ã
celles encore plus actives et rÃ©solues de lâ€™Union africaine (Ua) et des Nations unies. Lâ€™Ua a dÃ©pÃªchÃ© rÃ©cemm
une mission de trÃ¨s haut niveau des chefs dâ€™Etat et de gouvernement sud-africain, sÃ©nÃ©galais, mauritanien, gabonais e
Ã©thiopien pour tenter de convaincre les protagonistes de la crise au Burundi Ã passer par un dialogue inclusif pour
mettre fin Ã leur diffÃ©rend qui fait craindre, Ã la longue, une contagion Ã toute la rÃ©gion fragile des Grands Lacs. Le
secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations unies, Ban Ki-Moon, avait prÃ©cÃ©dÃ© de peu Ã Bujumbura, la mission africaine de hau
niveau. Les deux initiatives ont dÃ©bouchÃ© sur lâ€™engagement de principe du pouvoir burundais Ã nÃ©gocier avec
lâ€™opposition Â« pacifique Â». Cet engagement de principe sÃ¨me nÃ©anmoins le doute dans les esprits des analystes,
convaincus que le prix Ã payer pour ramener une paix durable et sincÃ¨re dans le pays passe par lâ€™acceptation, Ã la
mÃªme table, de tous ceux qui ont des revendications politiques Ã faire valoir. Lâ€™Ua ne compte pas sâ€™en arrÃªter lÃ e
le cadre du suivi de sa mission Ã Bujumbura, elle va encore rencontrer les parties prenantes de la crise burundaise qui
sont hors du pays pour les inviter Ã engager un dialogue, Â« sans prÃ©-conditions, et dans le strict respect de lâ€™Accord
dâ€™Arusha pour la paix et la rÃ©conciliationÂ». En aoÃ»t 2015, de nombreux acteurs politiques en exil Ã lâ€™Ã©tranger se
ralliÃ©s Ã Addis-Abeba, la capitale Ã©thiopienne, pour mettre sur pied un Â« Conseil national pour la dÃ©fense de lâ€™accor
dâ€™Arusha et la restauration dâ€™un Etat de droit Â» (Cnared, principale plate-forme de lâ€™opposition intÃ©rieure et extÃ©
Leur principale revendication porte toujours sur un gouvernement transitoire nÃ©gociÃ©, chargÃ© de prÃ©parer de nouvelles
Ã©lections, sur des bases plus consensuelles que lâ€™annÃ©e derniÃ¨re. Une revendication jugÃ©e Â« anachronique Â» et Â
irrecevable Â» Ã aucun prix par le pouvoir burundais qui ne trouve pas Ã redire sur la Â« transparence et lâ€™inclusion Â» qu
ont caractÃ©risÃ© les Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2015.